Rôle politique de la caféiculture au Rwanda

Laurien Uwizeyimana

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8553>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8553

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2007

Pagination : 171-186

Référence électronique

Laurien Uwizeyimana, « Rôle politique de la caféiculture au Rwanda », *Études rurales* [En ligne], 180 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8553> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8553

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_180&ID_ARTICLE=ETRU_180_0171

Rôle politique de la caféiculture au rwanda

par Laurien UWIZEYIMANA

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2007/02 - 180

ISSN 0014-2182 | pages 171 à 186

Pour citer cet article :

— Uwizeyimana L., Rôle politique de la caféiculture au rwanda, Études rurales 2007/02, 180, p. 171-186.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RÔLE POLITIQUE DE LA CAFÉICULTURE AU RWANDA

Laurien Uwizeyimana

LA CAFÉICULTURE semble avoir joué un rôle politique de premier plan dans les rapports de force entre groupes souvent antagonistes. On sait que toute innovation s'inscrit irrémédiablement dans les rapports sociaux et devient ainsi un enjeu politique car elle se transforme en instrument de puissance. Elle peut ainsi conduire à une modification des pouvoirs, et, parfois, les effets politiques deviennent plus décisifs que le changement technique lui-même. En tout cas, l'insertion d'une innovation comme la caféiculture ne pourrait avoir lieu que dans la mesure où elle ne perturberait pas les structures de production antérieures, mis à part les rapports de pouvoir.

Ce schéma, brièvement esquissé, peut-il s'appliquer au Rwanda, où la construction d'un ordre social inégalitaire entre Hutus et Tutsis venait de s'achever au moment où le café y était introduit ? La caféiculture a-t-elle joué un rôle quelconque dans les bouleversements sociopolitiques de la période des indépendances en contribuant au renversement du pouvoir tutsi ? Quel a été le rôle de la paysannerie caféicole dans la consolidation du pouvoir hutu ? A contrario, la fin de la rente

du café peut-elle avoir contribué à l'effondrement de ce même pouvoir, avec tous les drames qui l'ont accompagné ? La fin du contrat tacite entre pouvoir hutu et paysannerie caféicole sonne-t-elle le glas de cette activité au Rwanda ? Autant de questions auxquelles cette contribution tente de répondre en décrivant, d'abord, la construction ethnique et la hiérarchisation de la société rwandaise précoloniale et en montrant, ensuite, comment l'insertion de la caféiculture a sapé les fondements de l'ordre traditionnel, permettant la pérennisation du pouvoir hutu.

Le schéma explicatif proposé ne suffit évidemment pas à rendre compte de l'ampleur du drame rwandais mais il en constitue une des clés de lecture.

Une société hiérarchisée sur une base « ethnique »

À la fin du XIX^e siècle, au moment où le Rwanda entre, avec la colonisation, dans le jeu stratégique de l'Europe, l'ordre social hiérarchisé est basé sur des rapports inégalitaires entre Hutus et Tutsis, populations par la suite qualifiées d'« ethnies » par l'anthropologie coloniale. Mais peut-on vraiment parler d'« ethnies » au Rwanda ? Les Hutus et les Tutsis sont-ils réellement issus de races différentes ? Comment était organisée la société dans laquelle la caféiculture allait s'insérer ?

DES ETHNIES AU RWANDA ?

Au Rwanda, la caféiculture a été introduite dans une société paysanne hiérarchisée et donc inégalitaire. Rappelons d'abord que le concept

d'« ethnies », d'origine occidentale¹, a été plaqué sur l'Afrique avec des aberrations méthodologiques évidentes. S'agirait-il, par exemple, d'un ensemble culturel et territorial d'une certaine importance alors que l'on rencontre en Afrique des groupes partageant la même langue, les mêmes mœurs et le même territoire mais ne partageant pas la même filiation identitaire ? L'erreur, pour le Rwanda du moins, réside dans le fait que l'on a raisonné en termes de peuples différents, avec des histoires et des cultures différentes. Il serait sans doute plus judicieux de partir de l'hypothèse que des différenciations peuvent se mettre en place et se maintenir, avec une catégorisation exclusive et impérative, librement consentie ou imposée, et avec, à la longue, une acceptation des normes appliquées à telle ou telle catégorie, ce qui n'exclut pas des contestations éventuelles ou même une remise en cause de toute la construction [Barth 1969].

Pour mieux comprendre les processus qui ont conduit à cette distinction entre ethnies, on doit d'abord insister sur le fait que l'incertitude sur les termes « tribu » ou « ethnies » relève d'une réalité mouvante, un même ensemble ethnique ou tribal pouvant se définir par opposition aux groupes qui l'entourent, à un moment donné et de façon temporaire. Les ethnies ou les tribus sont, par ailleurs, composées de lignages et de clans, qui évoluent, apparaissent et s'éteignent ou encore assimilent des éléments étrangers. Le sentiment d'appartenance à une ethnies est souvent récent. Chez les Kikuyus par exemple, il a pour origine les luttes politiques et territoriales induites par la colonisation, avec notamment la création des réserves tribales. Les Bamiléké ont, pour leur

part, profité de la colonisation pour développer et étendre leurs stratégies d'accomplissement de soi à travers les échanges lointains et, donc, la migration et la compétition dans la solidarité : ces pratiques singulières les ont distingués d'autres groupes.

Cependant, ce sentiment d'appartenance identitaire a été réapproprié et intériorisé par les différents groupes locaux jusqu'à constituer actuellement l'élément dominant dans la construction territoriale. Il a souvent été utilisé par la classe politique pour assouvir ses ambitions, accentuant par là les clivages sociaux.

On peut retrouver des développements identiques au Rwanda, que la caféiculture parviendra à ébranler. En effet, impressionnés par l'apparente modernité de l'organisation sociale rwandaise, les premiers explorateurs pensèrent avoir identifié trois races distinctes : les Hutus, affiliés au groupe bantou ; les Tutsis, qualifiés de « hamites » ; et les pygmoides Twa. Comme l'a affirmé Jean-Jacques Maquet [1954] cette différenciation pouvait se justifier par la pratique d'une endogamie responsable de différences morphologiques, par la spécialisation économique, les Tutsis ne s'occupant que de l'élevage, et par une hiérarchie héréditaire rigoureuse. Toutefois, ces critères furent rapidement contestés par ces

1. D'après F. Gaulme [1992], le terme « tribu » aurait une origine juive, avec les douze tribus d'Israël, et romaine, avec les trois tribus primitives, tandis que le terme « ethnies », d'origine grecque, traduirait l'expression du sentiment commun à tous les grecs de l'époque classique, en opposition aux barbares, c'est-à-dire à tous les non-Grecs.

mêmes anthropologues qui ne leur trouvaient aucun caractère décisif.

L'idée de la spécialisation économique est par exemple peu convaincante. L'affirmation que les Tutsis sont exclusivement éleveurs et les Hutus des agriculteurs qui n'ont connu l'élevage que depuis l'arrivée des Tutsi est contredite par des découvertes archéologiques qui ont montré que l'élevage bovin était connu bien avant l'arrivée présumée des Tutsis [Van Grunderbeek *et al.* 1983]. Ce qu'affirmait déjà Marcel D'Hertefelt :

Depuis longtemps [...] un grand nombre de Tutsis cultivaient la terre [...]. Par ailleurs, ce sont les Hutus, qui, pour la plus grande partie, s'occupaient effectivement du bétail des Tutsis ainsi que de leurs propres vaches. La notion de spécialisation économique se dissout ainsi [1971 : 75].

Dans ces conditions, on ne pouvait relever aucune différence de savoir-faire, et aucune trace linguistique n'attestait une quelconque différence d'origine, d'autant que les trois groupes partageaient la même cosmogonie.

La distribution, en proportions identiques, des trois groupes dans les dix-huit clans du Rwanda complique encore la situation et toutes les tentatives d'explication par les échanges entre clans demeurent peu satisfaisantes. Le passage d'une ethnie à une autre était effectivement possible, comme nous le confirme le rapport annuel du vicariat apostolique du Ruanda (RAVAR) datant de 1924 :

Le terme « *mututsi* » n'implique pas nécessairement un caractère racique pur ; il détermine plutôt une situation sociale, et l'on pourrait citer plusieurs familles

considérées actuellement sans contestation comme Batutsi, mais descendant d'un ancêtre *muhutu*, voire *mutwa*, anobli jadis pour service exceptionnel rendu au *mwami*... Dans le même ordre d'idées, il n'est pas rare d'entendre un simple Muhutu se déclarer Mututsi parce que possesseur d'une tête de bétail.

Cependant, aucun passage d'un clan à un autre n'a jamais été évoqué. La seule hypothèse qui permet d'expliquer cet imbroglio est celle de l'antériorité des clans sur les ethnies, ce qui implique que la différenciation ethnique est une construction historique relativement récente, les Hutus et les Tutsis ne constituant pas des groupes d'origines raciales différentes [Uwizeyimana 1997 et 2005].

CONSTRUCTION ETHNIQUE ET PRÉCARISATION DU SYSTÈME FONCIER

Dans les régions de l'Afrique interlacustre occupées depuis longtemps, suivant la disponibilité des ressources les habitants étaient tour à tour nomades ou sédentaires. Beaucoup plus tard et petit à petit, des dénominateurs communs sont apparus : pratiques sociales, cosmogonie, langage. Les premières formes de solidarité par lesquelles les individus se sont différenciés furent horizontales, lignagères, puis claniques. Cette stratification était essentiellement égalitaire, même si une certaine prééminence était reconnue à certains, comme aux plus anciens :

[Le clan] n'a ni chef, ni organisation interne, ni procédure pour régler des affaires d'intérêt commun [...]. Les clans comprennent des membres de classes sociales différentes [...]. En réalité le clan

n'est point un groupe de descendance, simplement un dénominateur social commun à des lignages séparés [...]. Le clan n'est pas non plus un ensemble résidentiel : ses membres sont dispersés à travers le pays [D'Hertefelt 1971 : 3]

Certains lignages de tel ou tel clan pratiquèrent une politique expansionniste, et de petits royaumes se formèrent dans la région interlacustre. Au Rwanda, un lignage du clan *nyiginya* entreprit la conquête de territoires voisins, ce qui, au fil du temps, aboutit à la formation du Royaume du Rwanda, avec, à sa tête, un monarque de droit divin. Le nouveau pouvoir recruta une clientèle qui lui était fidèle et qui échappait aux traditionnelles solidarités claniques. Ce processus aboutit à une organisation verticale de la société, avec de nouveaux mécanismes d'identification qui s'affirmèrent à côté des anciennes complémentarités horizontales. Le groupe dominant, un lignage du clan *nyiginya* et ses alliés, accapara la redistribution du surplus et s'identifia comme « tutsi ». Les membres des solidarités horizontales qui n'avaient pas pu intégrer le nouveau système furent considérés comme des « Hutus », terme qui acquit progressivement une connotation péjorative. À la fin du XIX^e siècle, ce processus était répandu dans la plus grande partie du Rwanda.

À l'époque, le seul moyen d'accumulation consistait à posséder un grand troupeau de bovins, dans la mesure où la vache occupait une place primordiale dans la société :

La vache est l'or vivant du Ruanda-Urundi, la richesse par excellence, celle qui donne considération, puissance,

loisirs et clientèle, dans le sens romain du terme [Bourgeois 1954 : 267].

La vache fut sacralisée à travers une littérature pastorale abondante, l'idéal étant d'en posséder le plus grand nombre, même improductives.

Avec une telle place de l'élevage dans la société, le travail de la terre fut déconsidéré, et le besoin de pâturage poussa le nouveau groupe social, dit « tutsi »², à accaparer l'essentiel des terres agricoles, comme l'a noté J. Czekanowski au début du XX^e siècle :

La richesse d'un individu n'est pas mesurée en fonction de la grandeur de la terre qu'il occupe. La richesse d'un individu est directement proportionnelle au nombre de têtes de bétail qu'il détient [1917 : 249].

Dès lors, le principal objectif d'un Hutu qui visait une quelconque promotion sociale était d'avoir un certain nombre de têtes de bétail, ce qui, à la longue, était susceptible de l'intégrer dans la classe des Tutsis.

Jusqu'alors, la seule façon d'accéder à la possession du gros bétail passait obligatoirement par le système de clientèle dit « *ubuhake* ». Le Hutu pouvait obtenir une vache de son « patron », en échange de services divers. Les vaches ainsi obtenues restaient la propriété du patron, qui pouvait les réquisitionner quand bon lui semblait, de même que la terre de son client, qui, avec le temps, lui revint également.

2. Il faut signaler ici que le groupe social tutsi n'était pas homogène car également hiérarchisé. En fait, la grande majorité des Tutsis n'était pas, d'un point de vue économique, différente de la masse hutu.

Aussi régnait-il une grande incertitude sur le droit foncier :

Les terres des lignages ont été divisées entre les familles restreintes une fois pour toutes. La parcelle exploitée par une famille porte le nom d'*isambu*. Elle échappait au contrôle du lignage et était par contre facilement atteinte par les décisions des chefs administratifs. La famille restreinte n'avait aucun poids face aux représentants du roi [Meschy 1973 : 18].

La classe pastorale dominante s'évertuait ainsi à contrôler la terre, qui fut déclarée propriété du roi³, pour disposer de beaucoup de pâturages, et les terres des lignages tombèrent sous le contrôle des représentants du pouvoir :

Comme l'intérêt des seigneurs *batutsi* réside non pas dans l'agriculture, mais dans l'élevage, c'est-à-dire dans l'abondance des pâturages, ils voient avec déplaisir un Muhutu rétrécir l'espace pastoral en défrichant de nouveaux champs [Meyer 1984 : 15].

De ce fait, de vastes réserves de pâturages appelées *ibikingi* et appartenant à des Tutsis couvraient des collines ou des versants entiers, en fonction du nombre de têtes de bétail ou du rang social du patron ; les paysans n'avaient de droit que sur les récoltes. Un tel régime foncier ne pouvait permettre une culture pérenne comme la caféiculture car les cultures devaient occuper le moins de place possible pour ne pas affamer le bétail, la seule vraie richesse. Il existait ainsi une rude concurrence entre l'agriculture et l'élevage :

Comme l'élevage joue un rôle aussi important que l'agriculture et que les pâturages sont, en outre, insuffisants dans de

nombreuses régions, on se heurte à de grandes difficultés quand le paysan hutu veut étendre ses terres⁴.

Au niveau de l'exploitation familiale régnait une très grande précarité dans la mesure où le paysan pouvait être expulsé à tout moment. Une sourde volonté de changement animait la société paysanne, par ailleurs écrasée de prélèvements :

Les Tutsis jouissaient d'une situation dominante qui leur permettait d'exploiter les cultivateurs en ce sens qu'ils obtenaient une quantité proportionnellement considérable de biens de consommation sans fournir de contrepartie de travail [Maquet 1952 : 1011].

Le système fiscal travaille dans la même direction car les charges des paysans sont divisées en plusieurs taxes, qui sont, pour la plupart du temps, perçues par différents chefs [Czekanowski 1917 : 181].

Il n'était pas facile de maintenir l'équilibre dans un système aussi inégalitaire car le groupe dominant devait être suffisamment important pour contrôler l'ensemble de la population mais, en même temps, pas trop nombreux pour ne pas multiplier les ayants droit. Ainsi la proportion des Tutsis, quoique difficile à estimer, est restée relativement faible.

3. Nous lisons ainsi chez J. Czekanowski [1917] que « le roi est seul propriétaire de toutes les terres et de toutes les vaches dans le pays entier. Il exerce son pouvoir par la location de ces biens et par la reprise de ces derniers en cas de mécontentement ».

4. Voir Archives allemandes de Bruxelles, *Akten der Kaiserlichen Residentur*. Rapport annuel, 1909.

C'est dans cette société hiérarchisée et inégalitaire que la caféiculture fut introduite au cours de la première moitié du XX^e siècle.

Insertion de la caféiculture dans le système paysan

La société rwandaise du début du XX^e siècle était composée, en grande partie, de paysans, essentiellement hutu, qui dépendaient peu ou prou de notables tutsi, lesquels contrôlaient l'élevage, signe visible de la richesse et de la réussite sociale. Cette dernière catégorie de la population détenait le pouvoir, mais les solidarités horizontales, lignagères ou claniques, restaient encore actives et contribuaient à limiter les excès de l'ordre hiérarchique. Quoique d'essence inégalitaire, cette société évoluait très lentement, comme toutes les collectivités solidement structurées.

D'après les modèles dits linéaires, l'innovation est toujours d'origine extérieure à la société [Mendras 1967]. D'autres auteurs, en revanche, dans la lignée de développements inspirés de Joseph Schumpeter [1935], affirment que chaque société dispose d'un paquet technologique, latent et mobilisable dès que nécessaire, l'innovation étant le fait des producteurs eux-mêmes [Boserup 1970]. Certains, enfin, considèrent l'innovation comme à la fois endogène et exogène, une sorte de métissage entre pratiques anciennes et nouvelles. Cependant, tous s'accordent pour dire qu'elle s'accompagne toujours d'un bouleversement des rapports sociaux dans la mesure où les catégories sociales défavorisées profitent de l'occasion pour renégocier leur statut dans la société, au besoin par la violence.

Innovation d'origine extérieure, la caféiculture a joué un rôle décisif dans les bouleversements sociopolitiques qui ensanglantent le Rwanda depuis la décennie 1950.

CAFÉICULTURE ET ÉCONOMIE MONÉTAIRE

Pour Henri Mendras, étudiant la société traditionnelle, le paysan est rarement innovateur, et ce rôle a toujours été l'apanage de notables qui, par leur situation marginale, pouvaient « remplir le rôle d'initiateur et d'expérimentateur [des nouveautés] » [1967 : 51]. Pour l'administration coloniale belge, en accord avec les recommandations du cardinal Lavigerie, ce rôle devait être tenu par les notables tutsi, la masse hutu étant supposée suivre :

Entreprise en premier lieu par les chefs et les Batutsi lettrés, la culture ne sera introduite progressivement chez les Bahutu qu'au fur et à mesure de la formation des moniteurs indigènes à même d'éduquer les planteurs⁵.

En 1925, tous les chefs et sous-chefs du Ruanda-Urundi reçurent l'ordre de planter au moins 1/2 hectare de caféiers, pour servir d'exemple aux paysans.

Au départ, presque tous les éléments de la société rwandaise se montrèrent réticents à cette innovation dont ils ne voyaient pas l'utilité. La classe dirigeante tutsi était confusément consciente des risques sociaux qu'elle comprenait ; les paysans, quant à eux, ne voyaient pas l'intérêt qu'il y avait à consentir des efforts considérables, sans résultats

5. Rapport annuel sur l'administration belge au Ruanda-Urundi, 1930, p. 107.

immédiatement visibles et, surtout, en devant concéder les meilleures terres. Ils redoutaient également que la caféiculture affaiblisse encore plus leur statut foncier. Des rumeurs se répandirent partout, selon lesquelles le caféier tuait le bétail, rendait stérile, que les Blancs voulaient tuer les gens pour prendre leurs terres... Malgré des punitions sévères, comme la bastonnade publique les fesses nues, les premières tentatives se soldèrent par un échec cuisant que furent obligées de constater les autorités coloniales :

Depuis six ans, des centaines de milliers de plants, des tonnes de graines ont été distribuées. Le succès a été médiocre [...]. La plupart des chefs et des indigènes se sont désintéressés de leurs caféiers, qui se sont perdus dans la brousse⁶.

Pour forcer les paysans à intégrer la caféiculture dans leurs structures de production, la colonisation dut recourir à l'argument économique en vue de rompre l'autarcie paysanne en renforçant l'impôt de capitation [Bart 1994 ; Hatungimana 2005]. En effet, à partir du début des années 1930, l'impôt fut levé au niveau de la famille nucléaire, et ce exclusivement en argent. Jusqu'alors, il l'était au niveau de la famille élargie, c'est-à-dire le père et ses fils mariés. Dans les années 1920 l'impôt était évalué à 12 francs, mais il fut porté à 40 francs au début des années 1930. La pression fiscale joua ainsi un rôle de premier plan dans l'insertion du café dans les polycultures vivrières, le café étant la seule source de revenu monétaire du paysan. En même temps, l'administration coloniale offrait des prix incitatifs aux téméraires qui avaient adopté cette culture,

comme on pouvait déjà le lire dans le rapport annuel sur l'administration belge au Ruanda-Urundi de 1926 :

Quant à la culture du café, c'est elle qui fait le plus de progrès et qui est appelée, à moins d'une chute brusque des prix, au plus bel avenir. L'indigène se rend enfin compte de l'intérêt de cette culture car il a constaté le bénéfice appréciable qu'elle a apporté aux audacieux qui l'avaient entreprise.

La période 1930-1945 correspond à l'essor de la caféiculture paysanne. L'administration coloniale opta pour les petites plantations individuelles à la place des parcelles collectives, lesquelles n'auraient profité qu'aux notables. Le lotissement des parcelles suivait chaque fois la même démarche : un agronome, accompagné du chef local, choisissait un terrain jugé favorable au caféier, la plupart du temps sur les espaces réservés à l'élevage ; les terrains lotis étaient distribués aux paysans des environs.

Ainsi la caféiculture se développa en partie aux dépens des terres pastorales, ce qui constituait une première entorse au système foncier traditionnel, ces terres caféières échappant au contrôle des autorités traditionnelles et donc au système de clientèle qui régissait tous les rapports sociaux. Ces terres caféières allaient acquérir une valeur marchande particulière et étaient susceptibles d'appropriation, donc de transaction. On n'avait jamais vu cela auparavant.

Le succès fut alors relativement important, puisque, selon Baudoin Paternostre de la

6. Rapport annuel..., 1926, p. 99.

Mairieu [1972], en 1937 le Rwanda et le Burundi comptaient 400 000 planteurs et environ 19 800 000 plants de caféiers, ce qui correspond à près de 50 caféiers par planteur, chiffre certes modeste mais qui témoigne du succès de l'entreprise. En 1959, on dénombrait une centaine de caféiers par famille.

CAFÉICULTURE ET REVENDICATIONS SOCIALES

Dans les sociétés paysannes [...] le moindre changement technique, la moindre pression démographique se répercute sur l'équilibre du système entier, entraînant son mouvement et sa réorganisation : et le mouvement, une fois lancé, suit son dynamisme propre jusqu'à construire un système totalement nouveau [Mendras 1967 : 41-42].

Toute innovation technique prend rapidement un caractère politique en ce qu'elle s'inscrit dans les relations entre groupes sociaux. Les groupes qui l'adoptent en font un instrument de revendication. Les sociétés paysannes sont connues pour leur habileté à utiliser ce mécanisme de politisation du progrès technique.

Caféiculture et accumulation

Avec une centaine de caféiers par planteur, les revenus étaient tellement modestes qu'il serait illusoire de parler d'accumulation. Globalement, les campagnes n'ont nullement profité de la caféiculture pour s'enrichir. Avec une production de 19 000 tonnes de café parche en 1959 (la plus élevée de la période coloniale) à 20 francs le kilo, 380 millions de francs congolais⁷ ont été injectés dans les campagnes, soit environ 1 000 francs par planteur. Ce chiffre paraît plausible : avec une moyenne de 90 pieds par

famille et 512 grammes par arbre [Bart 1994 : 129], la production par famille de caféiculteur est de 46 kilos, ce qui équivaut à 920 francs. Ce n'était pas beaucoup, d'autant que le caféiculteur touchait rarement la totalité de la valeur de sa production. Néanmoins, cette somme correspondait approximativement au prix d'une vache, et seul le café pouvait permettre au paysan hutu cette acquisition sans passer par les circuits traditionnels.

L'introduction de l'économie monétaire induite par la caféiculture s'accompagna d'une diversification des activités, stimulées par les échanges commerciaux. Dans la société traditionnelle du Rwanda et du Burundi, le métier de commerçant, méprisé par les élites tutsi, était pratiqué par des colporteurs issus des classes sociales les plus basses. De nombreux paysans hutu se lancèrent dans le troc du café, qu'ils échangeaient contre du sel, des produits vivriers ou artisanaux. La multiplication des marchés ruraux, qui passèrent de 44 en 1951 à 268 à la fin des années 1960, témoigne du dynamisme de ces échanges. Comme le remarque Jean-François Gotanègre :

Cette explosion du commerce est due au fait que ce métier vient d'acquiescer ses premières lettres de noblesse dans la mentalité des gens. Ce n'est plus une activité de pauvres, de rejetés sociaux, mais un moyen sûr et rapide de gagner de l'argent [1977 : 34].

Ces échanges étaient alimentés essentiellement par les revenus issus du café. Lors des

7. Le franc du Congo belge et du Ruanda-Urundi était équivalent au franc belge.

campagnes « café », à côté des circuits officiels, apparurent des réseaux parallèles d'intermédiaires-colporteurs d'origine hutu qui, à la longue, amassèrent des sommes considérables non contrôlées par la hiérarchie traditionnelle : collecteurs-coxeurs et commerçants parallèles recouraient aux ventes de contre-saison, aux ventes sur pied, à la mise en gage des récoltes et, parfois même, à travers des échanges transfrontaliers, à des pratiques qui spoliaient le paysan mais les enrichissaient, eux. La caféiculture a offert aux Hutus une forme inédite de promotion sociale. De là à des revendications sociales, il n'y avait qu'un pas, qui fut vite franchi.

Caféiculture et contestation de l'ordre social

Dans les conditions d'inégalité qui régnaient au Rwanda à la fin de l'époque coloniale, le désir des Hutus de partager le pouvoir avec les Tutsis s'exprimait par la façon dont ils imitaient le mode de vie de ces derniers. Cette promotion sociale, rendue possible par la caféiculture, passait par l'achat de vaches, achat qui, après l'impôt et l'habillement, était la dépense la plus importante. Au prix de 1 000 à 1 500 francs la vache, il fallait entre 50 et 75 kilos de café parche pour en acheter une, ce qui était réalisable, en tout cas en quelques années. Beaucoup de paysans profitèrent de l'occasion. Malheureusement, ces « vaches du café » (*inkawa*) étaient tout de suite intégrées dans le système de clientèle *ubuhake*, c'est-à-dire qu'elles étaient récupérées par le patron tutsi, qui n'en laissait à son client que l'usufruit.

À la longue, cette situation devint intolérable, et des mouvements de revendication gagnèrent tout le pays dans les années 1950, mobilisant la presse catholique. L'abbé

Stanislas Bushayija, un Tutsi du clergé indigène, résumait ainsi la situation :

L'évolution actuelle du pays exige normalement que ces conceptions de la politique changent. Le titre héréditaire n'est plus, au XX^e siècle, un titre de commandement. C'est la compétence qui doit aujourd'hui justifier les responsabilités. Il faut des chefs capables et intègres : la priorité de la race doit faire place à la priorité des aptitudes. Il est temps, grand temps, que les structures se transforment [...]. Il semble que l'évolution des peuples soit partout la même : au début, une classe domine une autre, une classe opulente et puissante gouverne une classe pauvre, méprisée et souvent opprimée ; quelques éléments des classes inférieures commencent par s'émanciper et, soit par leur énergie, soit par leur savoir, arrivent à imposer le respect – encore qu'on se plaise parfois à les traiter de parvenus pour les humilier ; dans le reste de la masse se crée en même temps une prise de conscience progressive de la situation anormale où elle se trouve, et un désir de plus en plus vif d'en sortir. Le sentiment d'injustice que ressentirent à un certain moment les plébéiens romains vis-à-vis des patriciens, les serfs vis-à-vis des seigneurs dans l'Ancien Régime, est celui qu'éprouvent aujourd'hui les Bahutu par rapport aux Batutsi. Ils cherchent leur émancipation, leur accession à un monde libre et égal pour tous [1958 : 595].

Ce courant de revendication était tellement fort que l'abbé Félicien Muvira [1994] parle de « la noblesse de l'école qui a remplacé celle du sang » en l'attribuant à la formation d'une élite hutu dans les séminaires de l'Église

catholique. L'abbé Vénuste Linguyeneza évoque également le facteur économique :

L'introduction de l'argent a émancipé, plus ou moins, le petit peuple des liens d'*ubuhake*, dont il ne recevait pas de salaire. L'introduction des salaires (les paroisses deviennent des entreprises qui fabriquent des briques, des meubles, des cigares...) va relever le niveau de vie de ceux qui les perçoivent et qui se trouvent tout d'un coup propulsés en haut dans la hiérarchie, en dépit de leur origine sociale [2001 : 18].

La part des salaires dans l'économie monétaire des campagnes reste cependant infime par rapport à celle du café. L'urbanisation ne représentait que 0,2 % de la population en 1938 (3 476 personnes), 0,4 % en 1949 (7 360 personnes) et 0,6 % en 1959 (14 521 personnes). D'après les statistiques de l'AIMO⁸, en 1956, il y avait 88 249 salariés au Rwanda, ce qui représentait moins de 4 % de la population totale, et seul le quart des salariés était permanent. Le salariat était donc très limité et la caféiculture constituait le fer de lance de la monétarisation des campagnes.

Portées par les élites hutu – anciens séminaristes ou négociants enrichis grâce à la caféiculture⁹ – les revendications mettaient en cause l'ordre ancien symbolisé par le contrat de clientèle *ubuhake*. Comme on le sait, celui-ci fut supprimé en 1954 par le *mwami* (roi) Mutara, qui ordonna le partage du bétail entre clients hutu et patrons tutsi. Sur trois vaches, le client en gardait deux et le patron une seule. Ce mode de partage traduit le niveau de spoliation dont avaient été victimes lesdits clients dans le système de clientèle. Le paysan

pouvait dorénavant disposer pleinement de son bétail. La fin du système de clientèle eut aussi pour effet de rendre le contrôle de la terre aux lignages et donc aux exploitants, qui furent libérés de toutes les servitudes qui les accablaient auparavant.

Malheureusement, ce partage du bétail ne s'accompagna pas d'une réforme foncière profonde, au niveau notamment des espaces réservés à l'élevage, apanage des Tutsis, et le client hutu se retrouva avec un bétail qu'il ne pouvait pas nourrir. La déception fut grande et précipita le pays dans la tragédie de 1959 car la négociation et le compromis ne furent pas privilégiés. C'est en mai 1960 que les grands domaines pastoraux furent supprimés et déclarés « pâturages collectifs » avant d'être divisés et répartis entre les agriculteurs. Le régime politique dominé par les Tutsis fut anéanti, et la monarchie fut remplacée par une république hutu après des troubles sanglants qui endeuillèrent le pays.

Caféiculture et vicissitudes du pouvoir hutu

Dans la plupart des pays africains, les revenus tirés de l'exportation de produits agricoles comme le café ont joué un rôle décisif dans la consolidation du pouvoir postcolonial. Les recettes d'exportation issues du café pouvaient

8. Statistiques de la population et de la main-d'œuvre du Ruanda-Urundi au 31 décembre 1955. Usumbura, 1956.

9. Le rôle des négociants dans les revendications peut être illustré par le fait que les trois premières personnes assassinées par le régime tutsi à cause de leur implication dans les contestations étaient des commerçants enrichis par le café.

parfois atteindre plus de 70 % des recettes totales, plaçant les gouvernements dans une situation de dépendance inconfortable. Les nombreuses guérillas que le continent africain a connues en avaient conscience : elles s'en prenaient systématiquement aux plantations de café, comme ce fut le cas en pays bamiléké autour des années 1960, ou au Burundi, entre 1993 et 2004.

Le café a donc joué un rôle politique de premier plan, et le cas du Rwanda est explicite à cet égard. Rappelons ici que les drames qui ont frappé le Rwanda ne peuvent être appréhendés à travers la seule crise du café, d'autres facteurs devant être évoqués, ainsi la saturation foncière, l'instrumentalisation des clivages ethniques par les pouvoirs en place, etc. Cependant, l'affaiblissement de l'État, consécutif au tarissement de ses revenus, a été non négligeable dans ce processus.

Dans l'euphorie de l'indépendance, la paysannerie délaissa la caféiculture, assimilée à l'ancien système. La production tomba de 19 000 tonnes en 1959 à 8 089 tonnes en 1964. Le nouveau pouvoir du Rwanda indépendant avait pourtant besoin de ressources pour asseoir sa légitimité toute récente et encore fragile. Ces ressources ne pouvaient provenir que de la caféiculture, et le gouvernement réagit vigoureusement, d'abord en mettant en place des structures d'encadrement performantes et omniprésentes, puis en maintenant l'intérêt du paysan à travers une politique de prix attractifs.

C'est dans ce cadre que fut créé en 1964 l'Office des cultures industrielles du Rwanda (OCIR), qui devint l'OCIR-Café en 1974. Cet organisme avait pour mission de réglementer la production et de commercialiser le café. En

amont, il devait fournir les intrants et le matériel de traitement (dépulpeuses, claies, scies, sécateurs...). En aval, c'est lui qui devait établir les normes de qualité du café exporté tout en représentant le Rwanda dans les négociations internationales sur le café.

Pour mener des recherches en vue d'obtenir des cultivars plus performants, l'État créa l'Institut des sciences agronomiques du Rwanda (ISAR). Cet institut devait aussi s'occuper de la lutte phytosanitaire, des mesures phytotechniques, etc. L'OCIR-Café et l'ISAR constituaient le fer de lance de l'État dans son intention de promouvoir la caféiculture mais, en même temps, il fallait intéresser le paysan en lui accordant un prix incitatif. Le prix d'achat au producteur passa ainsi de 20 francs rwandais au moment de l'indépendance à 30 francs rwandais en 1973, 65 en 1976 et 120 en 1977. Le résultat fut spectaculaire car la production passa de 9 979 tonnes en 1965 à plus de 40 000 à partir de 1987 : en vingt ans, elle fut multipliée par quatre ou cinq. Mais ces résultats sont à mettre en relation, non pas avec un mouvement d'intensification des modes de production, mais plutôt avec la multiplication des planteurs, dont le nombre passa de 284 896 en 1964 à 713 537 en 1989.

Bon an mal an, les recettes du café ont constitué plus de 60 % des rentrées en devises et l'État utilisa cette rente pour renforcer son emprise spatiale. La redistribution se faisait par le biais de la fonction publique (le nombre des fonctionnaires passa de 73 930 en 1964 à 272 006 en 1991) mais intéressait aussi les opérations de développement. La masse salariale passa de 110 millions de dollars US en 1976 à 192 millions en 1980, soit une

augmentation annuelle moyenne de 18 %. En termes d'infrastructures de base, des écoles, des routes, des hôpitaux furent construits et les soins devinrent gratuits pour tout le monde. L'État parvint ainsi à contrôler la paysannerie à laquelle il était lié par une sorte de contrat tacite construit autour de la caféiculture. La paix sociale régna tant bien que mal durant cette période.

L'euphorie affichée par les autorités rwandaises au milieu des années 1980 fut le chant du cygne du modèle rentier de développement car l'ouverture des marchés allait sonner le glas des constructions antérieures. Il faut dire qu'en capturant les revenus du café, l'État s'assurait certes des revenus substantiels mais, parallèlement, courait d'énormes risques. L'effondrement des recettes du café fut désastreux pour le pays : il aboutit à la désagrégation d'une société déjà gangrenée par des clivages multiples (ethnisme, régionalisme...).

Le partage des revenus du café et l'engrenage de la dépendance

La paysannerie avait adopté massivement la caféiculture parce qu'elle y trouvait un intérêt certain, une minorité parvenant même à améliorer ses conditions de vie. Cependant, comme le café n'était pas directement consommé sur place, le caféier demeurait une plante exotique qui risquait d'être abandonnée dès qu'elle deviendrait moins rentable, d'autant plus que la contrainte vivrière talonnait les ménages. Conscient de ce danger, l'État augmenta la part des revenus concédée aux paysans – de 33 % en 1977, elle passa à 113 % en 1989 –, ce qui signifiait qu'il était obligé de combler les pertes dues à la fluctuation des cours. De

50,4 % de la valeur du café en 1977, la part de l'État tomba à – 13,2 % en 1987. Depuis lors, l'État dut déboursier de l'argent pour maintenir une production, pour lui vitale.

Avant 1975, prix de vente, prix de revient et prix payé au producteur étaient relativement proches et réguliers. Les revenus de l'État étaient modestes mais assurés. À partir de cette date, les cours du café connurent d'abord une période de hausse, ce qui procurait des rentrées substantielles : cela correspond à la période faste du pouvoir hutu qui parvint à contrôler le territoire. À partir de 1987, à Mombasa, au Kenya, le prix de revient du café était supérieur au prix de vente, ce qui veut dire que la commercialisation se faisait à perte. Le prix d'achat au producteur fut cependant maintenu pour que ce dernier ne se détourne pas de la caféiculture. L'État rwandais était ainsi pris au piège, et le contrat tacite qui le liait au paysan fut rompu, celui-ci accordant de moins en moins de place au café, au profit de nouvelles spéculations jugées plus rentables.

Ces pertes se répercutaient évidemment sur les revenus globaux du pays, qui chutèrent en l'espace de quelques années, parallèlement à l'effondrement des cours du café. Ainsi, en 1986, les cours atteignirent 165 cents la livre et le Rwanda encaissa 153 millions de dollars. En 1990, la livre de café valait 81 cents et le pays ne perçut que 69 millions de dollars, soit 2,5 fois moins que quatre ans plus tôt. Pourtant, le volume des exportations n'avait pas baissé puisque le Rwanda exporta 41 210 tonnes en 1986, 46 063 tonnes en 1987 et 45 579 tonnes en 1990.

Avec la chute des cours du café dès 1989, l'État fut obligé de baisser le prix garanti au

paysan, lequel passa de 125 francs rwandais (1,56 \$ US) à 100 francs rwandais (1,25 \$ US), ce qui réduisit considérablement la marge des intermédiaires. Une grande partie de la production paysanne ne fut pas achetée alors que les pouvoirs publics avaient poussé la paysannerie à produire le plus possible. Les sommes versées dans les campagnes diminuèrent alors sensiblement tandis qu'une famine sévère frappait les zones caféicoles, surtout celles du sud du pays. Faute d'argent, les paysans étaient incapables de s'approvisionner en produits vivriers. Cette situation était identique à celle qui avait fait au Bengale près de 2 millions de victimes en 1943, une grande partie de la population n'ayant pas les moyens d'acheter des vivres malgré une offre alimentaire satisfaisante [Courade 1987]. D'après le démographe Pie Ntavyohanyuma, cette famine aurait provoqué la mort de 1 053 personnes¹⁰. C'est à ce moment-là que les journaux extrémistes commencèrent à évoquer la mainmise des Tutsis sur la richesse nationale, discours qui fut plus tard exploité durant le génocide.

La situation devint vite intenable, et la caféiculture, qui avait permis la consolidation du pouvoir hutu, contribua à son affaiblissement. Les fonctions régaliennes de l'État ne furent plus remplies, ce qui eut pour conséquence une perte de légitimité. L'État réagit en devenant de plus en plus autoritaire et policier. La suite des événements est bien connue, avec le programme d'ajustement structurel, la guerre civile et le génocide.

Le nouveau pouvoir semble accorder moins de place au café, ce produit ayant cédé la première place au thé dans les recettes de l'État.

Conclusion

La caféiculture a-t-elle été un facteur de changement sociopolitique ? Assurément, si on se réfère à l'insertion de la plante « caféier » dans les sociétés d'Afrique tropicale. En effet, du fait d'une monétarisation progressive de la société, les rigidités et les certitudes de l'ordre traditionnel ont été fortement ébranlées. Les groupes sociaux qui ont rapidement inséré le café dans leurs structures de production ont bénéficié d'une certaine prééminence par rapport aux autres. De même, des catégories sociales auparavant défavorisées ont saisi cette occasion pour contester l'ordre ancien, avec violence parfois. La capture de la rente générée par « l'arbre à argent » est ainsi devenue un enjeu de pouvoir. Le Rwanda est très représentatif de ce processus.

De fait, l'insertion de la caféiculture a fragilisé le système traditionnel basé sur un ordre social inégalitaire. Après une période d'hésitation, les paysans hutu ont intégré le café dans leur système de production, se rendant compte que les revenus qu'ils tiraient de cette culture pouvaient leur permettre de contourner les contraintes du système de clientèle. Les frustrations consécutives au partage du bétail, qui ne s'est pas accompagné du partage des pâturages, expliquent en partie les violences politiques de 1959. On le voit bien, le café a joué un rôle décisif en ce qu'il a réduit les capacités de régulation de l'État. Après l'indépendance, le nouveau pouvoir, dominé par les Hutus, a assis sa légitimité sur un contrat tacite avec les

10. Lire à ce propos le journal *Imbaga*, n° 1, Kigali, mai 1991, pp. 8-9.

paysanneries caféicoles, fer de lance du pouvoir étatique. Tant que les cours du café étaient à la hausse, la paix sociale régnait et l'État pouvait étendre et multiplier ses géosymboles. L'ouverture des marchés a sonné le glas de l'ordre bâti autour de la caféiculture, avec les conséquences que l'on sait.

Le rôle politique de la caféiculture a donc été indéniable en Afrique, et particulièrement au Rwanda : c'est une des clés de lecture des drames qui ont endeuillé ce pays. Le nouveau pouvoir, issu du génocide et dominé par les Tutsis, semble l'avoir compris car il a renoncé au contrat tacite qui liait l'ancien régime aux paysanneries hutu à travers la caféiculture. Ce

pouvoir compte asseoir sa puissance politique sur les revenus générés par la théiculture, exploitée de façon industrielle surtout, donc très peu artisanale : en somme un modèle de développement sans les paysans.

Dans ces conditions, quelle forme de monétarisation faudra-t-il envisager pour les campagnes rwandaises ? Les paysanneries, qui représentent 90 % de la population, ne risquent-elles pas d'être marginalisées en étant tenues à l'écart des circuits monétaires faute d'alternative économique crédible ? Finalement, on a l'impression que la caféiculture est incontournable et que son rôle politique est déterminant.

Bibliographie

Bart, F. — 1994, « Le café au Rwanda en marge de l'économie vivrière », in J.-C. Tulet *et al.* eds., *Paysanneries du café des Hautes-Terres tropicales*. Paris, Karthala : 122-144.

Barth, F. — 1969, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in F. Barth ed., *Ethnic groups and boundaries*. Bergen-Oslo, Universitetsforlaget.

Boserup, E. — 1970, *Évolution agraire et pression démographique*. Paris, Flammarion.

Bourgeois, R. — 1954, *Banyarwanda et Barundi*. Tome II : *La coutume*. Bruxelles, IRCB.

Bushayija, S. — 1958, « Aux origines du problème bahutu au Rwanda », *La revue nouvelle* 28 (12) : 594-597.

Courade, G. — 1987, « Le risque d'insécurité alimentaire », *Stratégie alimentaire* 16 : 5-9.

Czekanowski, J. — 1917, *Forschungen im Nil-Kongo-Zwischengebiet*. Tome I : *Ethnographie*. Leipzig, Klinkhardt und Biermann.

D'Hertefelt, M. — 1971, « Les clans du Rwanda ancien. Éléments d'ethnosociologie et d'ethnohistoire », *Annales des sciences humaines* 7. Tervueren, Musée royal de l'Afrique centrale.

Gaulme, F. — 1992, « Tribus, ethnies, frontières », *Afrique contemporaine* 164 : 43-49.

Gotanègre, J.-F. — 1977, « Le marché de Butare ». Thèse de géographie. Montpellier, Université de Montpellier.

Hatungimana, A. — 2005, *Le café au Burundi au XXe siècle*. Paris, Karthala.

Linguyenzeza, V. — 2001, « Vérité, justice, charité. Lettres pastorales et autres déclarations des évêques catholiques du Rwanda, 1956-1962 ». Waterloo. Texte dactylographié.

Maquet, J.-J. — 1952, « Le problème de la domination tutsi », *Zaire* 6 : 1011-1016. — 1954, « Le système des relations sociales dans le Ruanda ancien »,

Ethnologie 1. Tervueren, Annales du Musée royal du Congo belge.

Mendras, H. — 1967, *La fin des paysans. Innovation et changement dans l'agriculture française*. Paris, SEDEIS.

Meschy, L. — 1973, « Kansérégégé, une colline au Rwanda ». Thèse. Paris, EPHE.

Meyer, H. — 1984, *Les Barundi : une étude ethnologique en Afrique orientale*. Leipzig, Otto Spamen (traduction de F. Willmann). Paris, Société française d'histoire d'outre-mer.

Muvara, F. — 1994, « L'Église et la politique au Rwanda (évolution historique) », in *Le prêtre diocésain dans la société rwandaise en mutation (Actes de*

la Session des prêtres diocésains). Kigali, Pallotti-Presses : 10-20.

Paternostre de la Mairie, B. — 1972, *Le Rwanda : son effort de développement*. Bruxelles, A. de Boeck.

Schumpeter, J. — 1935, *La théorie de l'évolution économique*. Paris, Dalloz.

Uwizeyimana, L. — 1997, « Populations, territoires, conflits en Afrique interlacustre », *Historiens et Géographes* 358 : 361-378. — 2005, « Hutu et Tutsi au Rwanda : sont-ils issus de races différentes ? », *Bulletin de la Société de géographie de Toulouse* 285 : 71-79.

Van Grunderbeek, M.-C., E. Roche et H. Doutrelepont — 1983, *Le premier Âge du fer au Rwanda et au Burundi. Archéologie et environnement*. Bruxelles, IFAQ.

Résumé

Laurien Uwizeyimana, *Rôle politique de la caféiculture au Rwanda*

L'introduction d'une innovation dans une société s'accompagne d'une modification des rapports de pouvoir et donc d'un bouleversement de l'ordre social. En s'appropriant la nouveauté, les catégories sociales défavorisées profitent de l'occasion pour renégocier leur statut dans la société, au besoin par la violence. Au Rwanda, la plante exogène qu'est le caféier a été introduite par les colons belges dans la polyculture paysanne précisément au moment où prévalait un ordre social inégalitaire : Hutus et Tutsis cohabitaient en effet dans un équilibre fragile, les Tutsis occupant une position hiérarchique avantageuse. En grande partie grâce aux revenus de la caféiculture, les Hutus seront en mesure de contester leur infériorité sociale, d'où le cycle de violences qui dure depuis près de cinquante ans.

Mots clés

caféiculture, conflits et construction ethniques, contestation de l'ordre social, Hutus, innovation, rente de l'État, Rwanda, Tutsis

Abstract

Laurien Uwizeyimana, *Coffee's political role in Rwanda*
When an innovation is introduced in a society, power relations are modified and, as a consequence, the social order. By adopting the innovation, underprivileged categories are able to renegotiate their status, if need be by violence. In Rwanda, Belgian colonists introduced the coffee plant in a peasant polycrop system at a time of inequality in the social order. The balance between the Hutu and Tutsi was fragile, with the latter holding a higher rank in the hierarchy. Thanks largely to the income from coffee, the Hutu were able to protest against their social inferiority, whence the cycle of violence that has lasted for nearly fifty years now.

Keywords

coffee-growing, ethnic conflicts and identities, protest against social order, Hutu, innovation, vested interests, Rwanda, Tutsi